

Revenus pétroliers

des bénéfiques, puis elles reviennent nous dire ensuite «Nous manquons de ressources. Il nous faut de l'argent pour en trouver». On leur accorde alors des allègements fiscaux et plus de liquidités grâce auxquelles elles peuvent trouver de nouvelles ressources. Une fois qu'elles possèdent les ressources, elles veulent les exporter.

M. Malone: Parlez-nous donc du PEN.

M. Waddell: Tommy Douglas a dit un jour que les Canadiens étaient fous de se voir imposer une pénurie de pétrole, et encore plus de risquer une pénurie de gaz à l'avenir.

Je tiens à dire ce qui cloche dans le Programme énergétique national, et je parlerai également de Jim Laxer. Mon ami souhaite que je le fasse. Le problème, c'est que le PEN est imparfait, en raison notamment de l'impôt sur les revenus pétroliers dont il est question dans la mesure à l'étude. La tâche n'a pas été facile pour les petites sociétés pétrolières et autres. Ce programme était imparfait parce qu'il a proposé le déplacement des activités de prospection, avec toutes les concessions fiscales qui s'ensuivent, de l'Alberta et du bassin sédimentaire de l'Ouest, en Saskatchewan, où elles devraient véritablement avoir lieu, vers la mer de Beaufort et les gisements sous-marins. Ce fut le résultat d'une épreuve de force. Le gouvernement fédéral a essayé d'avoir la haute main sur les secteurs qui sont de son ressort, à savoir le Nord et les gisements sous-marins. Il n'a aucun pouvoir en Saskatchewan, en Alberta ni en Colombie-Britannique. Le problème était donc dû en partie à un affrontement.

Je me suis élevé publiquement contre le PEN et Jim Laxer a déclaré que j'aurais dû l'appuyer. Ce programme était imparfait parce qu'une bonne politique énergétique aurait dû se concentrer sur l'exploitation des ressources de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique. Même mon ami à ma droite en conviendra. Il le sait puisqu'il vient de l'Ouest. Ce programme était imparfait parce qu'il cherchait à canadieniser l'industrie de façon très complexe et onéreuse, grâce aux subventions d'encouragement au secteur pétrolier. Le gouvernement avait prévu d'accorder 8 milliards de dollars en subventions entre 1982 et 1986, et pourtant, il prétend avoir du mal à trouver les fonds pour financer l'enseignement post-secondaire et les pensions. Il était prêt à accorder 8 milliards de dollars aux sociétés pétrolières pour accroître leurs liquidités; de 80c. à 93c., dans certains cas, pour \$1.

Je dis à Jim Laxer et à la Chambre—et je l'ai déjà dit, à l'instar du chef de mon parti—que notre méthode aurait été beaucoup plus simple. Nous aurions consacré cet argent à nationaliser ou à racheter l'une des principales sociétés pétrolières, comme Imperial Oil, et non à des subventions dans le cadre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier. Cette initiative à elle seule nous aurait permis de posséder 50 p. 100 de ce secteur d'ici 1990, et nous aurions économisé en cours de route, par rapport aux subventions d'encouragement au secteur pétrolier. Telle était notre politique, elle était très claire et nous sommes prêts à la défendre n'importe où dans le pays.

M. Malone: Vous avez drôlement raison, des taxes de 50 p. 100.

M. Waddell: Avec le projet de loi à l'étude, le gouvernement revient un peu en arrière sur sa politique énergétique nationale. Nous avons prévu cette situation à la suite de toutes les pressions exercées auprès des libéraux par les représentants de

l'industrie. C'est un secteur puissant, soutenu par les Américains qui ont désormais un nouveau toutou au Canada, un toutou qui s'appelle Brian Mulroney.

M. Taylor: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député n'a pas le droit de citer le nom d'une personne. La présidence nous met toujours en garde contre cela. Pourquoi la même règle ne s'applique-t-elle pas à tous?

Le président suppléant (M. Guilbault): Elle devrait s'appliquer à tous.

M. Waddell: J'en conviens. Je dirai donc que les Américains ont un toutou en la personne du député de Central Nova (M. Mulroney) et qu'il l'emmènent faire sa petite promenade presque tous les jours, au cours de ses discours sur l'énergie.

Je le répète, nous assistons à un recul par rapport au Programme énergétique national, comme le prouvent les modifications à l'étude. Le gouvernement veut-il augmenter les prix pour les sociétés pétrolières? Je vais dire à la Chambre comment procéder. C'est simple. En vertu du régime en vigueur, il existe ce que l'on appelle l'ancien pétrole au prix contrôlé. Il y a également le nouveau pétrole, dont le prix est égal ou supérieur au cours international. Que fait donc un astucieux ministre de l'Énergie qui veut se plier au bon vouloir des sociétés pétrolières? Il n'a qu'à dire que l'ancien pétrole est du «nouveau pétrole». C'est ce que fait une partie de ce projet de loi ou une partie de la loi de l'impôt. Il n'a qu'à redéfinir l'ancien pétrole pour que ce soit du nouveau pétrole qui se vend alors au prix mondial, ou à prolonger la période, comme le prévoit cet article, au bout de laquelle l'ancien pétrole devient du nouveau pétrole ou que le nouveau pétrole est bien tel. C'est très simple. C'est tout ce qu'il a à faire. Ce que nous voyons ici est un abandon du Programme énergétique national.

M. Malone: Bravo!

M. Waddell: Le principe du Programme énergétique national était absolument juste. Il s'agissait de canadieniser notre industrie. Les conservateurs avaient tort à cet égard. Ils veulent que nous soyons simplement une colonie des États-Unis. L'industrie énergétique est primordiale. Elle devrait être propriété canadienne. Ce n'est pas nécessaire qu'elle soit entièrement propriété publique. Comme je l'ai dit il y a une minute, nous aurions dû nationaliser Imperial Oil. C'est vrai, et j'ai expliqué pourquoi. Le secteur énergétique sera mixte. Nous avons au Canada une économie mixte, mais ne l'abandonnons pas au pouvoir de Gulf, Texaco, Imperial ou plutôt Exxon, et aux autres des Sept Sœurs. Ces sociétés ne défendront pas les intérêts du Canada. C'est un fait bien établi. A certains moments, elles n'ont pas agi dans l'intérêt du Canada. L'énergie est un bien essentiel. Nous devons avoir une certaine mainmise en la matière. Il nous faut un Programme énergétique national. Je le crois, même si je suis de l'Ouest. J'accepte que le gouvernement fédéral ait un rôle à jouer.

M. Malone: Vous n'êtes pas de l'Ouest.

M. Waddell: Je n'approuve pas la façon dont le gouvernement fédéral joue ce rôle. Je tiens à dire quelque chose de positif au sujet de ce projet de loi.

M. Malone: Bonne idée.